



COMMENTAIRE DE JURISPRUDENCE NUMÉRIQUE APERÇU MENSUEL, SEPTEMBRE 2017, VOL. 76

Des expertes et experts renommé(e)s commentent la
jurisprudence actuelle de manière précise et exacte.

DIRITTI IMMATERIALI

Caractère distinctif et besoin de disponibilité

Nicolas Guyot / Olivier Veluz

Relèvent du domaine public au sens de l'art. 2 let. a LPM les signes qui sont, d'une part, dénués de caractère distinctif et, d'autre part, soumis à un besoin de disponibilité. Il suffit que l'une ou l'autre de ces composantes soit présente pour qu'un signe soit exclu de la protection à titre de marque. Dans cet arrêt, le TAF conclut que le signe E-COCKPIT se comprend comme un portail électronique d'informations. Dans le cadre de l'examen du caractère distinctif, il n'examine cependant pas si cette signification est descriptive en lien avec tous les produits et services pouvant avoir un contenu thématique. Il se limite à constater qu'il n'y a pas de besoin de disponibilité.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal administratif fédéral [B-5048/2014](#) du 04 avril 2017
Publié le 18 septembre 2017

Le minimalisme est protégé

Vincent Salvadé

Dans cet arrêt, le Tribunal fédéral examine la protection par le droit d'auteur de tabourets de bar à l'aspect minimaliste. C'est l'occasion pour lui d'apporter une nouvelle contribution concernant la notion d'œuvre protégée. Mais la jurisprudence gagnerait encore à être précisée.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral [4A_115/2017](#) du 12 juillet 2017, destiné à publication
Publié le 11 septembre 2017

DIRITTO CONTRATTUALE

Vertragsübertragung

Umfang der Vertragsübertragung

Julia Steffner / Markus Vischer

In seinem Urteil [4A_30/2017](#) vom 4. Juli 2017 äussert sich das Bundesgericht zum Umfang einer Vertragsübertragung im Falle eines Arbeitsvertrages und unterscheidet zwischen einer unlimitierten Übertragung und einer limitierten Übertragung.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral [4A_30/2017](#) du 04 juillet 2017
Publié le 28 septembre 2017

Fehlender ökonomischer (sparsamer) Verbrauch eines Gerätes als Sachmangel Begriff des Sachmangels und weitere Fragen im Zusammenhang mit Art. 197 ff. OR

Valérie Schrämlí / Markus Vischer

Im Urteil [4A_28/2017](#) vom 28. Juni 2017 entschied das Bundesgericht, dass die ökonomische (sparsame) Funktionsweise eines medizinischen Analysegeräts eine zugesicherte Eigenschaft i.S.v. Art. 197 Abs. 1 OR darstellen könne, deren Fehlen u.U. zur Aufhebung des Kaufvertrages berechtige.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral [4A_28/2017](#) du 28 juin 2017
Publié le 19 septembre 2017

Schadensabwälzungsklauseln

Markus Vischer

In seinem Urteil [4A_379/2016](#) vom 15. Juni 2017 fasst das Bundesgericht seine Rechtsprechung zu Schadensabwälzungsklauseln im Verhältnis Bank - Bankkunde zusammen und bestätigt seine Auffassung, wonach Schadensabwälzungsklauseln den analog angewandten Regel von Art. 100 OR unterliegen.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral [4A_379/2016](#) du 15 juin 2017
Publié le 08 septembre 2017

DIRITTO DELLE OBBLIGAZIONI / CONTRATTO DI DIRITTO (SENZA LOCAZIONE E LAVORO)

Responsabilité de l'Université

Grégoire Geissbühler

Le retard dans la délivrance d'un diplôme, le temps qu'une note soit contestée devant les tribunaux, ne permet pas à un étudiant de réclamer des dommages-intérêts à l'Université, dès lors que les lois la régissant n'ont pas pour but de protéger le patrimoine de l'étudiant. En revanche, le fait qu'un enseignant soit condamné pour diffamation dans le cadre de ses fonctions peut suffire pour qu'un tort moral soit alloué à l'étudiant.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral [2C_58/2016](#) du 27 mars 2017
Publié le 12 septembre 2017

DIRITTO INTERNAZIONALE PRIVATO

«Zuständigkeitsvorfragenschiedssprüche» sind nicht beschwerdefähig

Axel Buhr

Mit seinem Urteil beantwortet das Bundesgericht eine Frage zum Beschwerderecht in internationalen Schiedssachen, die bisher weder Gegenstand seiner Rechtsprechung war noch in der Lehre diskutiert wurde: Kann ein Schiedsspruch, der lediglich wesentliche Vorfragen für den Entscheid über die Zuständigkeit zum Gegenstand hat, ohne zugleich abschliessend über eine Unzuständigkeitseinrede zu urteilen, mit Beschwerde vor Bundesgericht angefochten werden? Das Bundesgericht kommt zum Schluss, dass ein solcher «Zuständigkeitsvorfragenschiedsspruch» nicht Gegenstand einer Beschwerde sein kann.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral [4A_98/2017](#) du 20 juillet 2017, destiné à publication
Publié le 08 septembre 2017

DIRITTO SUCCESSORIO

Kein öffentliches Inventar auf Antrag eines virtuellen Erben

Alexandra Hirt

Das Bundesgericht stellt in diesem zur Publikation vorgesehenen Entscheid klar, dass ein vom Erblasser vollständig übergangener Pflichtteilserbe nicht berechtigt ist, ein öffentliches Inventar (Art. 580 ff. ZGB) zu verlangen. Zuerst hat er hierfür die Erbenstellung durch ein zu seinen Gunsten lautendes Ungültigkeits- oder Herabsetzungsurteil zu erstreiten. Ferner befasst sich das Bundesgericht mit dem Anspruch auf Akteneinsicht und Parteistellung der bisher am Verfahren nicht beteiligten Alleinerbin.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral [5A_246/2017](#) du 28 juin 2017, destiné à publication
Publié le 25 septembre 2017

Exécuteur testamentaire - Qualité pour recourir - Mesures de sûreté (551 ss CC)

François Logoz

L'exécuteur testamentaire est tenu de veiller au respect des dernières volontés du défunt. Cela ne lui donne pas qualité pour recourir contre une décision ordonnant la communication de dispositions pour cause de mort révoquées. Les décisions relatives à l'ouverture des testaments relèvent des mesures de sûreté constituant des décisions de mesures provisionnelles au sens de l'art. 98 LTF.

Les nouveautés juridiques les plus récentes sont résumées
pour vous dans les Blogs.

DIRITTI IMMATERIALI

CHROM-OPTICS / CHROM-OPTICS - Motifs relatifs, usage de la marque, abus de droit
Olivier Veluz

DIRITTO AMMINISTRATIVO

Teilrevidiertes Wahl- und Abstimmungsgesetzes des Kantons Schwyz / verfassungskonforme
Auslegung möglich (amtl. Publ.)
Fabian Klaber

Les frais de l'opposition en matière d'aménagement du territoire et de constructions
Camilla Jacquemoud

La décision de reclassement d'un fonctionnaire préalable à une décision de résiliation
Arnaud Nussbaumer-Laghzaoui

DIRITTO DEGLI STRANIERI

Acquis de Schengen: Condamnation pour séjour illégal en cas de concours d'infractions
Emilie Jacot-Guillarmod

DIRITTO DEL LAVORO

La qualification du bonus pour les salaires modestes, moyens et supérieurs
Arnaud Nussbaumer-Laghzaoui

DIRITTO DELLE ASSICURAZIONI SOCIALI

La saisissabilité d'une rente AVS étrangère
Emilie Jacot-Guillarmod

Liechtensteinische AHV-Rente unpfändbar (amtl. Publ.)
Lukas Wiget

DIRITTO DI LOCAZIONE

La motivation de la résiliation du contrat de bail en cas de travaux de rénovation
Julien Francey

DIRITTO INTERNAZIONALE PRIVATO

Swiss Supreme Court rejects challenge and reiterates principles of right to a tribunal appointed
expert
Nathalie Voser / Benjamin Gottlieb

DIRITTO PENALE

La légèreté de la dupe dans l'escroquerie
Arnaud Nussbaumer-Laghzaoui

DIRITTO PROCESSUALE CIVILE

La même procédure exigée lors d'une action reconventionnelle (art. 224 al. 1 CPC)
Julien Francey

DIRITTO PROCESSUALE PENALE

La portée du principe in dubio pro duriore
Simone Schürch

L'exploitabilité de la preuve illicite
Célian Hirsch

La prolongation de la détention provisoire en cas d'irresponsabilité probable du prévenu
Simone Schürch

EDITIONS WEBLAW

Le CJNI rassemble des commentaires de jurisprudence rédigés par plus de 100 spécialistes, issus d'une trentaine de domaines juridiques. Les commentaires des experts font l'objet d'une évaluation par les pairs qui, réalisée par une rédaction renommée, permet de garantir un niveau de qualité élevé.

Outre les commentaires d'experts, le CJNI abrite également des articles de blog. La responsabilité de ces articles incombe aux auteurs et propriétaires des blogs - [Liste des blogs](#)

Le CJNI est proposé individuellement et dans le cadre du portail d'informations et de recherches Push-service des arrêts. Les commentaires peuvent être cités par une proposition de citation et des notes marginales.

Statistique :

Abonnés au "Commentaires de jurisprudence numérique (CJNI)" : 5243

Informations et [impresum](#) :

info@weblaw.ch | T +41 31 380 57 77

ISSN 1663-9995. Editions Weblaw.

Inscription et changement d'adresse : Login à <https://register.weblaw.ch>. En suivant les onglets «Modifier ses données personnelles» et ensuite «Adresse mail» il est possible de changer son adresse e-mail ou d'annuler l'abonnement à la newsletter du Push-Service des arrêts.

Prière de ne pas répondre à cet e-mail. Si vous désirez prendre contact avec nous, veuillez utiliser les données de contact indiquées.

<https://cjni.weblaw.ch>



Weblaw SA | Schwarztorstrasse 22 | 3007 Berne
T +41 31 380 57 77 | F +41 31 380 57 78 | info@weblaw.ch

